

**LA COALITION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA VIE CHERE, LA
CORRUPTION,**

LA FRAUDE, L'IMPUNITE ET POUR LES LIBERTES (CCVC)

(CGT-B - CNTB - CSB - FO/UNSL - ONSL - USTB-SAIB - SAMAE - SATEB - SBM - SNEAB - SNESS - SYNATEB - SYNATIC - SYNTAS - SYNTRAPOST - SYNAPAGER - SYNATIPB - SYNATRAD - SYSFMAB - SYNATEL - UGMB / ACAT - BURKINA - AECC - AJB - AS/KEBAYINA /FB - CODDE - LDLP - LIDEJEL - MBDHP - MBEJUS - ODJ - REN-LAC - SOCIAL/ALERT - UGEB)

Mis en forme : Gauche : 2,5 cm,
Droite : 2,5 cm, Haut : 2,5 cm, Bas :
2,5 cm

Chers camarades !

Militantes et militants de la CCVC !

Compagnons de luttes

La Coordination nationale par ma voix vous adresse ses salutations militantes et vous remercie pour votre mobilisation exemplaire à ce grand meeting.

En effet, la Coalition de lutte contre la vie chère, la corruption, la fraude, l'impunité et pour les libertés a décidé de convoquer ce meeting pour :

- protester contre la répression en cours dans le milieu scolaire et universitaire, répression consécutive aux événements survenus à Koudougou et qui a déjà fait de nombreuses victimes ;
- protester contre les résultats de la dernière rencontre annuelle gouvernement-syndicats, rencontre de laquelle les syndicats sont sortis amers;
- exprimer avec vous ses points de vue sur la situation de crise que traverse la sous-région principalement la Côte d'Ivoire et sur les grands mouvements populaires de liberté qui secouent le Maghreb et les pays arabes.
- présenter les perspectives

Camarades !

Militantes et militants de la CCVC !

Démocrates du Burkina Faso !

**SUR LA SITUATION DANS LE MILIEU SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE
CONSECUTIVE AUX EVENEMENTS SURVENUS A KOUDOUGOU,**

On déplore à ce jour sept (7) pertes en vie humaines. Il s'agit de :

ZONGO L. Justin, élève de 3ème au lycée Kaboré Guesta)

OUEDRAOGO Assad Aboubakar élève en classe de 3e au lycée municipal de Koudougou,

KISSOU wendkuuni, étudiant en 1ère année de SEG,

BOUDA Michel élève en classe de 5e à Kindi,

ZOUBGA Amed de l'école centre de Poa

BADO Issa apprenti mécanicien dans un garage auto à Koudougou.

DABIRE André, policier

La CCVC exprime sa compassion aux familles éplorées. Au nom des dirigeants de toutes les composantes de la CCVC, je vous demande d'observer une (1) mn de silence à la mémoire des disparus !

Ainsi que vous le savez déjà, les derniers actes de répression du pouvoir de la IV^o République dans sa tentative de briser le mouvement de protestation portent sur la fermeture des universités, la suspension des œuvres universitaires, puis l'expulsion musclée des étudiants des cités.

Les congés scolaires ont été avancés de deux semaines après deux fermetures et le gouvernement annonce un nouveau calendrier qui sera rendu public quand il le jugera nécessaire. Dans la foulée de ces actes et décisions, la population a eu droit à une campagne mensongère sur les médias d'Etat orchestré à la fois par le gouvernement et le CDP, parti Etat, tendant à diaboliser les élèves et les étudiants : ceux-ci sont présentés tantôt comme des délinquants, tantôt comme des citoyens manipulés pour servir de tremplin à des forces politiques occultes pour arriver au pouvoir. Ils sont mêmes accusés de conspiration financée depuis l'extérieur !

A cela, est venue s'ajouter une opération de provocation et d'intimidation qui a consisté à convoquer le président du MBDHP par la gendarmerie nationale, au prétexte fallacieux que son organisation aurait suscité, planifié et organisé les manifestations et casses à travers tout le pays.

Assurément, le CDP et son chef, Blaise COMPAORE n'ont pas compris la portée et la signification de ces événements, eux qui crient aux destructions de biens publics là où le peuple pleure la destruction du bien le plus précieux : la vie humaine.

Camarades ; ainsi que vous le constatez, le pouvoir continue d'user du mensonge, de la dissimulation, de la répression et du dilatoire comme moyens de résolution des crises. Comme dans toutes les situations du genre, les solutions proposées par le pouvoir sont toujours présentées comme les meilleures et ceux qui les refusent sont manipulés et doivent être systématiquement réprimés.

Compagnons de lutte, nous pouvons être fiers de cette jeunesse intrépide, éprise d'esprit de justice et de sacrifice qui refusent de cautionner les mauvais traitements et les tortures des citoyens dans nos commissariats et autres centres de détention, qui refusent désormais l'impunité et qui a déjà compris que la vie est sacrée. Ainsi, au prix de leur vie, les jeunes, à travers tout le pays, ont dit NON à la mort de leur camarade Justin L. ZONGO, décès survenu des suites de sévices par des agents de police comme l'a rapporté tout le long de ces événements la presse et les témoignages divers et concordants !

La Coalition contre la vie chère, la corruption, la fraude, l'impunité et pour les libertés, dénonce le comportement répressif et manipulateur du pouvoir de la IV^o République.

En effet, la première réaction des autorités dans cette affaire a été de camoufler la vérité. Dès les premiers instants, il a fabriqué un certificat médical indiquant que Justin L. ZONGO est mort de méningite. Nantis de ce certificat, les autorités organiseront une conférence de

presse à Koudougou avec pour objectif de cacher la vérité sur les circonstances de la mort de Justin ZONGO et protéger les auteurs des mauvais traitements qu'il a subis.

Faut-il le rappeler, c'est ce même comportement qui a entouré l'assassinat de Norbert ZONGO. Dans cet assassinat dont l'évidence crevait les yeux, le peuple burkinabè ainsi que les démocrates à travers le monde entier ont eu droit à toutes les thèses, allant jusqu'à dire que Norbert ZONGO avait été tué par des braconniers ou encore que l'incendie qui a consumé le véhicule de Norbert ZONGO et de ses compagnons n'était pas d'origine criminelle, mais qu'il pouvait avoir été occasionné par la forte chaleur qui règne dans un pays sahélien comme le nôtre. La suite on la connaît : la Commission d'Enquête Indépendante a mis en cause le Régiment de Sécurité Présidentielle dont des éléments ont même été inculpés et c'est un non-lieu qui a sanctionné les investigations des juges d'instruction dudit dossier.

Camarades, militantes et militants de la CCVC !

Comment dans ces conditions demander de faire confiance à la justice ?

Comment dans ces conditions demander de croire d'office à la bonne foi du gouvernement lorsqu'il prétend qu'il fera la lumière sur les assassinats du Centre-Ouest ?

Camarades !

Militantes et militants de la CCVC !

Démocrates et progressistes du Burkina Faso !

Les tueries de Koudougou ne sont pas un fait isolé. Les scolaires sont bien payés pour le savoir : Dabo Boukari en 1990, les élèves de Garango, c'est - à - dire SIDIANI Blaise et ZIGANI Emile en 1995, Flavien NEBIE en 2000.

Plus généralement, le pouvoir de Blaise COMPAORE c'est une multitude de crimes jamais élucidés et d'exécutions extrajudiciaires : L'élève journaliste Michel CONGO en 2001, les nombreux cas de torture et de morts au Commissariat de Wemtenga qui ont soulevé plus d'une fois les habitants de ce quartier, les tueries de Boulpooré et de Piéla, l'assassinat de Arnaud SOME à Gaoua, les nombreuses descentes punitives des forces de l'ordre contre les populations pour des banalités à travers tout le pays, et nous en passons.

Les tueries de Koudougou sont donc constitutives d'un système de gouvernement, un système dans lequel l'impunité a toujours constitué la règle d'or et dans lequel les libertés sont constamment bafouées et foulées au pied. Tous les abus de pouvoir, toutes les exactions des forces de l'ordre contre les populations sont ignorées, tolérées ou couverts par le pouvoir de la IV^e République. Un comportement qui a fini par inspirer à certains agents des forces de l'ordre le sentiment de surhommes, des hommes à part pour lesquels tout est permis et qui considèrent le citoyen avec arrogance et mépris.

Cinquante années après les indépendances, les commissariats de police et les hommes en tenue inspirent toujours une peur bleue au citoyen, la même qu'il éprouvait vis-à-vis de l'administration coloniale.

Pour tout dire les événements de Koudougou et les mouvements sociaux qui ont suivi, traduisent un manque de confiance, un ras le bol face à des promesses jamais tenues par un pouvoir arrogant et méprisant. Un pouvoir qui excelle dans l'instrumentalisation des valeurs morales de notre société et des forces sociales (autorités coutumières et religieuses) pour apaiser les tensions sociales sans pour autant chercher à les résoudre.

Ces événements, qui dénoncent la façon de gouverner du pouvoir de la IV^e République, posent le problème fondamental des libertés démocratiques dans notre pays.

Ces dernières années notamment, ont été marquées par le vote de lois et la signature de décrets les uns plus répressifs que les autres, par des mesures répressives contre les agents du ministère des affaires étrangères et leur syndicat, le SAMAE, contre les agents du Trésor, de la Santé, de la Justice ; l'interdiction du droit de grève aux magistrats.

Cette attitude du gouvernement a encouragé les employeurs du privé dont certains (à la SN/SOSUCO, dans le secteur minier et autres) se comportent en hors-la-loi. Toutes les interpellations des syndicats et de notre Coalition sur ce verrouillage progressif des libertés sont restées lettre morte.

Quant aux étudiants, il ya à peine 3 ans, lorsqu'ils ont revendiqué des laboratoires, le gouvernement a démoli leurs cités universitaires, érigé une muraille autour du campus et installé un service permanent de police à l'intérieur. Tout cela en moins de trois mois. A ce jour, trois années après, les laboratoires revendiqués et que le président de l'Université, M. Jean Kouliadiati avait promis en jurant la main sur le cœur, ne sont pas encore achevés.

Camarades !

Militantes et militants de la CCVC !

Démocrates et progressistes du Burkina Faso !

SUR LES DISCUSSIONS GOUVERNEMENT-SYNDICATS

La rencontre annuelle gouvernement /syndicats au titre de l'année 2010 s'est tenue du 06 janvier au 07 février 2011, soit un mois de discussions. Au terme de ces discussions, les syndicats retiennent en substance ce qui suit :

1) Le gouvernement a tendance à nier les problèmes que les organisations syndicales posent à savoir : les atteintes à la liberté syndicale, la pratique de la torture dans les lieux de détention, le faible pouvoir d'achat des travailleurs, la vie chère, les problèmes en matière de santé que la nouvelle tarification va poser, les conflits fonciers et sociaux que va engendrer la spoliation des paysans de leurs terres, etc.

Il dénie aux syndicats le droit de formuler des revendications ne concernant pas directement les travailleurs et a tendance à rejeter les propositions que lui soumettent les syndicats en toute responsabilité à l'exemple des propositions faites sur la TDC ;

2) Les actions et les réalisations du gouvernement sont généralement présentées comme étant à la limite du possible, autrement dit comme s'il n'était pas possible de faire mieux. En conséquence, au cours des discussions, la délégation gouvernemental a passé le clair de son temps à justifier ses réponses comme étant les meilleures possibles aux préoccupations des syndicats ;

3) Sur les 48 points contenus dans la plate-forme revendicative du 1^{er} mai, seulement un point a reçu une réponse satisfaisante et 7 des réponses partiellement satisfaisantes. En d'autres termes, la quasi-totalité de la plate-forme revendicative, 40 points sur 48, n'ont pas reçu de réponse favorable de la part du gouvernement.

Camarades, militantes et militants de la CCVC, c'est cela que le gouvernement appelle le « dialogue social ». A en croire les résultats des présentes « négociations », les syndicats sont fondés pour dire que le gouvernement ne se préoccupe pas de chercher des solutions idoines

aux préoccupations des travailleurs mais plutôt cherche à expliquer ses réponses et « convaincre » les syndicats que les mesures gouvernementales sont les meilleures possible.

SUR LA SITUATION DANS LA SOUS-REGION, DANS LE MAGHREB ET LES PAYS ARABES

La fin de l'année 2010 et le début de l'année 2011 a été marquée, en Afrique du Nord, par de grands mouvements populaires d'émancipation. Partis de la Tunisie, ces mouvements ont progressivement gagné de nombreux pays arabes du Maghreb et au de-là de la méditerranée. En particulier, la détermination des peuples de Tunisie et de l'Egypte leur ont permis de vaincre des régimes dictatoriaux soutenus à bout de bras par les puissances impérialistes mettant ainsi un terme à des dizaines d'années de tyrannie. Ces mouvements nous enseignent encore une fois de plus, que la liberté ne se donne pas. Elle se conquiert. Ils nous enseignent qu'il n'y a pas de dictateur ou de régime invincible face à un peuple debout et déterminé. Ces mouvements qui font l'objet de tentatives de récupération par les forces réactionnaires et l'impérialisme international sont exploités pour attaquer d'autres pays et faire main basse sur leurs richesses. C'est ce que nous observons en Lybie avec le récent vote du Conseil de sécurité de l'ONU autorisant des bombardements sur ce pays.

La Coalition nationale contre la vie chère salue l'héroïsme des peuples de Tunisie et d'Egypte. Incontestablement, ces peuples ont, de manière exemplaire, dit NON aux démocraties bananières, avec leurs commissions électorales domestiquées, leurs systèmes électoraux viciés et vicieux, qui consistent à reconduire éternellement les mêmes candidats certifiés d'avance par les pays impérialistes et leurs agences, qui vous gratifient de tous les titres généreux, de tous les éloges possibles tant que vous restez un défenseur zélé et servile de leurs intérêts, y compris en hypothéquant l'avenir de votre peuple.

Pour le cas de la sous-région, nous retenons que depuis la mi-novembre 2010, les projecteurs sont braqués sur la Côte-d'Ivoire, ce pays frère, carrefour de toutes les communautés de l'Afrique de l'Ouest, malheureusement déchiqueté depuis septembre 2002 par un conflit militaro-politique pour le contrôle de l'appareil d'Etat. Les élections présidentielles préparées et présentées comme voie de sortie de crise par la communauté internationale dans un pays partitionné géographiquement et militairement, ont, comme il fallait s'y attendre, abouti plutôt à une aggravation de la situation. En effet, faisant fi des résultats des élections proclamés par la CEI et certifiés par le représentant des Nations Unies et qui donnent Alassane D. OUATTARA vainqueur, Laurent K. GBAGBO se maintient au pouvoir en s'appuyant sur les résultats proclamés par le Conseil Constitutionnel. Depuis lors, le pays plonge chaque jour un peu plus dans l'abîme de la guerre civile réactionnaire. Chaque jour connaît des affrontements violents et meurtriers à Abidjan, mais aussi à l'intérieur du pays. Cette situation tragique, marquée par le développement de la xénophobie et du chauvinisme, a de graves conséquences au triple plan politique, économique et social non seulement sur le peuple ivoirien y compris les communautés vivant dans ce pays, mais également sur l'ensemble des peuples de la Sous-Région, en particulier le Burkina Faso.

La Coalition nationale de lutte contre la vie chère, tient ici à exprimer, une fois de plus, toute sa solidarité avec le peuple meurtri de Côte-d'Ivoire ainsi qu'avec les nombreux ressortissants qui y vivent.

Elle considère que dans cette situation déjà difficile le pire serait une intervention armée extérieure à la Côte -d'Ivoire. En effet, pendant que chaque camp compte ses alliés pour

conserver ou arracher le pouvoir, le peuple ivoirien compte ses nombreuses victimes de ce traquenard.

C'est le lieu pour nous de nous interroger et de nous inquiéter sur ce que font les forces spéciales françaises et américaines dans notre pays comme l'ont révélé la presse internationale notamment JA N°2615 du 20 – 26 février 2011 page 19 cinquante (50) ans après les indépendances, alors que la 1^{ère} République des années 60 avait dit NON aux troupes étrangères dans notre pays. Quel recul !

C'est pourquoi, nous exigeons, le démantèlement des bases militaires et le retrait des forces d'occupations françaises et américaines de la sous région.

Camarades !

Militantes et militants de la CCVC !

Démocrates et progressistes du Burkina Faso !

Au regard des éléments ci-dessus développés, la Coalition nationale de lutte contre la vie chère, la corruption, la fraude, l'impunité et pour les libertés :

- Soutient la juste lutte des élèves et étudiants pour la justice pour Justin L. ZONGO ainsi que leurs camarades tués au cours de la répression sanglante de leurs mouvements ;
- Condamne sans réserve la répression des scolaires ainsi que la campagne d'intoxication et de diabolisation de leur lutte ;
- Exige que toute la lumière soit faite sur ces assassinats et que les auteurs soient identifiés, jugés et punis à la hauteur de leur forfait ;
- Condamne fermement les fermetures intempestives des établissements d'enseignement ainsi que les suspensions abusives des œuvres universitaires;
- Invite le gouvernement à une reprise sans délai des services des œuvres universitaires ;

Sur les résultats des discussions gouvernement-syndicats, la coalition exprime sa déception des résultats obtenus. Les organisations membres de la CCVC ne peuvent accepter que le pouvoir continue de traiter avec autant de mépris les préoccupations des travailleurs à lui soumises. Oui pour le dialogue, mais un dialogue avec un contenu et non un dialogue creux qui sert de faire valoir.

En conséquence de tout cela, la Coordination nationale de la CCVC :

- Exige la reconsidération des réponses à la Plate-Forme Revendicative des organisations syndicales.
- Appelle ses militantes et militants à la solidarité avec les élèves et étudiants en lutte. En particulier elle les appelle à apporter leur soutien sous quelle que forme que ce soit, aux étudiants déguerpis des cités à Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Koudougou et qui se sont vu refuser l'accès aux restaurants universitaires et aux autres œuvres sociales.
- Appelle ses militantes et militants, ses sympathisants, les démocrates et progressistes à travers l'ensemble du territoire national, à se mobiliser massivement **pour une grande journée nationale de lutte qui aura lieu le vendredi 8 avril 2011 dans toutes les localités du pays.**

A l'occasion de cette journée nationale de lutte, nous interpellons le gouvernement afin qu'il examine et solutionne nos préoccupations essentiellement axées d'une part, sur les questions de l'impunité et des libertés et d'autre part, sur la vie chère à travers les points suivants :

I. Sur les questions de l'impunité et des libertés, nous exigeons :

1. La vérité et la justice pour Justin L. ZONGO, pour Norbert ZONGO, pour Flavien NEBIE, pour DABO Boukari, et pour toutes les autres victimes de crimes de sang ;
2. Le respect de la liberté d'expression et de manifestations – le démantèlement des zones rouges et de toutes les installations de tortures et l'interdiction de la pratique de la torture dans les structures des forces de sécurité (commissariats, gendarmeries, garnisons, ...), l'arrêt impératif de l'utilisation des armes à feu dans le maintien de l'ordre ;
3. le règlement définitif de tous les dossiers sociaux objet de recommandations pertinentes du Comité Paritaire Gouvernement/Syndicats, institué par le gouvernement;
4. la levée et l'arrêt des sanctions arbitraires contre les délégués du personnel, les responsables et militants syndicaux du SAMAE, du SATB, du SYNAJ, du SGB, du SYNTAS, du SYNTSHA, à la SN/SOSUCO, dans le secteur minier , ...
5. la réouverture de tous les établissements scolaires et universitaires, des cités universitaires et des œuvres universitaires
6. le démantèlement des milices constituées

II. Sur la vie chère, nous exigeons :

1. la suppression de la TDC en tant que taxe injuste – la suppression de l'IUTS et de la TVA sur les prêts bancaires;
2. Le relèvement des salaires, des pensions de tous les agents de l'Etat, des travailleurs du privé, en activité ou à la retraite en rapport avec le coût de la vie ;
3. la constatation automatique des avancements des agents publics 2006, 2007, 2008, 2009 et 2010 avec leurs effets financiers et la révision de la grille salariale;
4. le retrait pur et simple des dispositions imposant une nouvelle tarification des actes des professionnels de la santé et qui doublent, voire triplent les coûts de ces actes ;
5. la suppression des pénalités imposées sur les factures d'électricité dans ce contexte où le produit, objet des pénalités de retard de paiement, n'est pas disponible.

Camarades !

Compagnons de luttes !

La coordination nationale de la CCVC appelle toutes les composantes, les militantes et militants, les sympathisants à travers tout le pays, à préparer cette journée nationale de lutte dans le respect des dispositions en matière d'organisation de grève et de manifestations sur la voie publique !

Non au verrouillage des libertés démocratiques !

Non à la vie chère et à la TDC!

Non à une année blanche ou invalide !

Tous mobilisés, nous vaincrons !

Adopté à Ouagadougou le 18 mars 2011 par la coordination nationale /CCVC

Ont signé pour la Coordination Nationale, le Bureau :

Président

Tolé SAGNON
Secrétaire Général / CGT-B

2^{ème} Vice Président

Président

Tahirou TRAORE
ZOUGMORE
Secrétaire Général / SYNATEB
MBDHP

1^{er} Vice

Chrysogone
Président/

Jean Claude MEDA
SONDO
Président /AJB
LAC

Jean Mathias LILIOU
SG /CSB

Moumouni DERRA
Président /UGEB

Pr Blaise
SE /REN -

**Rapporteur
finances**

Rapporteur

Rapporteur

Chargé des